

Le budget—M. Stanfield

Je ne dis pas que les quatre principes fondamentaux énoncés par M. Pearson étaient inacceptables, ni que toutes les provinces s'y sont opposées, mais la plupart d'entre elles s'y sont opposées, ayant prévu ce qui ne devait sûrement pas manquer de se produire, compte tenu de la hausse vertigineuse des coûts de ce régime. Elles savent combien il est difficile de faire preuve de modération une fois qu'un régime comme celui-ci est mis en place. Si je suis au courant, c'est que j'ai assisté à plusieurs conférences fédérales-provinciales et que j'ai tâché de convaincre le gouvernement au pouvoir à l'époque, à Ottawa, de faire preuve de plus de souplesse et d'autoriser les provinces à participer à un régime d'assurance frais médicaux qui soit plus facile à contrôler.

Je n'étais sûrement pas le seul à penser ainsi. Je me souviens que le premier ministre de l'Ontario, M. Robarts, a tâché par tous les moyens de faire entendre raison au gouvernement fédéral. Certes, il importe que le gouvernement ait la haute main sur le régime d'assurance frais médicaux, mais il faut que ce contrôle repose sur la discussion, surtout à cause des antécédents du régime et de l'entêtement et de la détermination du gouvernement canadien à ce sujet.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Dans l'ensemble, il est vraiment triste de voir le gouvernement imposer des restrictions en augmentant la cotisation des employés et des employeurs à la caisse d'assurance-chômage et la participation des provinces dans le cas des régimes d'hospitalisation et d'assurance frais médicaux. Ce n'est pas un exemple très édifiant pour les Canadiens et c'est à peu près aussi artificiel que le programme de consensus. Il est triste de voir que nous n'avons pas de politique économique générale en matière de logement au Canada. C'est socialement mauvais, c'est mauvais pour l'emploi et l'inflation, car la pénurie aiguë que nous connaissons—l'économie ne montre certes aucun signe de reprise—signifie des prix et des loyers plus élevés, une nouvelle flambée d'inflation, et tout à fait le contraire d'un climat qui incite à la modération dans notre pays. Le budget ne propose rien pour juguler l'inflation.

Hier, le député de York-Simcoe a présenté un certain nombre de propositions au nom de notre parti. Ce sont des propositions réalistes, raisonnables et, je crois, utiles. Le député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) devrait les élaborer davantage quand elle interviendra dans le débat.

M. Cullen: Vous aurez certainement besoin d'aide.

M. Stanfield: C'est plutôt vous qui avez besoin de toute l'aide possible. Je me contenterai de dire encore une chose en matière de logement avant de passer à un autre sujet. Il s'agit certes d'un domaine où le gouvernement aurait pu faire quelque chose pour combattre le chômage et l'inflation en même temps. Le budget constitue un recul lamentable dans ce sens. Le ministre se rengorge quand il dit dans son discours du budget:

Le Canada compte aujourd'hui un million de travailleurs de plus qu'au moment de mon entrée en fonction.

Je me vois obligé de dire au ministre que la population active compte aujourd'hui un million et demi de Canadiens de plus qu'au moment de son entrée au ministère des Finances. C'est la triste réalité derrière toutes ses auto-félicitations. En fait, il ne devrait pas se féliciter pour l'embauche, même s'il le fait si bien, parce que si fréquemment. Pour ses réalisations dans ce domaine, il mérite un coup de pied beaucoup plus qu'une petite tape amicale,

[M. Stanfield.]

une bonne correction administrée environ deux pieds plus bas que la petite tape n'est habituellement donnée.

• (1600)

Quand le ministre et ses collègues du Cabinet ne sont pas en train de s'applaudir d'avoir réussi à maintenir la force de gravité pendant que les libéraux étaient au pouvoir, ils mijotent de profondes idées assez bizarres. Ils disent qu'il n'y a pas de solution facile au chômage, pas plus qu'il n'y en a, selon eux, à l'inflation, autre exemple de leur esprit pénétrant. J'ai l'impression que, lorsqu'ils ne peuvent trouver de solution facile, ils abandonnent toute recherche de solution.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Le ministre a fait parader toute une kyrielle d'options devant la Chambre lundi soir. Il ne parvient pas à trouver de solutions parce qu'il a toutes ces options. Il a plus d'options qu'un maringouin dans une colonie de nudistes.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Pour ce qui est de s'attaquer au chômage et à l'inflation, le ministre n'est certes pas assoiffé de sang, ce qui fait que le Canadien moyen se fait saigner. Nous traversons une autre période de spéculation ces jours-ci quant aux options du ministre. Il ne m'a pas consulté à cet égard. Je ne devrais pas lui donner de conseils gratuits, et je ne le ferai pas, mais je lui demande s'il garde ses options en réserve ou s'il est en train de la jouer, son option. J'espère qu'il se décidera bientôt, et je dis cela dans un esprit de bonne volonté car je crains qu'il ne commence à se désintéresser de son travail à force de tellement étayer, remployer et piétiner.

Le budget ne comporte ni politique, ni mesures dirigées contre l'inflation. Il sonne le glas du programme d'accord, si programme d'accord il y a jamais eu avant l'exposé budgétaire. Quant à la modération, le budget n'en montre guère, tout n'est que phrases; naturellement il n'y a aucune modération dans les phrases, mais beaucoup de phrases sur la modération. Le budget ne donne pas l'exemple, il n'invite pas à la modération. Le gouvernement impose la taxe de 10 cents sur l'essence, et, en cette année de croissance nulle de l'économie, demande d'avantage au produit national brut. Voilà, je crois, un tableau assez fidèle des conséquences du budget.

En toute honnêteté et avec un très grand souci de justice, car c'est une accusation grave, je pense que le gouvernement compte sur le chômage et sur le ralentissement économique pour délivrer le pays des pressions inflationnistes. Je ne prétends pas que le gouvernement provoque délibérément le chômage ou le ralentissement économique, mais je dis que ces deux fléaux, liés l'un à l'autre, sont les seuls facteurs qui tendent actuellement au Canada à diminuer le poids de l'inflation. Il est clair que le premier ministre et le ministre des Finances comptent là-dessus— Cette politique aura des conséquences encore plus néfastes que la politique adoptée par le premier ministre il y a cinq ans, elle ne réussira pas plus à juguler l'inflation. Le gouvernement prétend actuellement ne pas vouloir utiliser le chômage et le ralentissement économique pour combattre l'inflation. Il proclame que ce serait inhumain et inefficace, mais, je le répète, ce sont actuellement au Canada les seuls armes disponibles contre l'inflation; une lecture réfléchie du budget montre à l'évidence que le gouvernement compte sur ces facteurs pour la combattre.